

ENS DE LYON - Concours Lettres et sciences humaines

Session 2019

Épreuve d'admission : *Economie*

Série :...SES

A L'ATTENTION DU (DE LA) CANDIDAT(E)

Vous devez impérativement :

- 1- écrire lisiblement vos noms et prénoms,
- 2- signer, ci-dessous,
- 3- présenter au jury votre pièce d'identité munie d'une photographie,
- 4- remettre votre sujet au jury à la fin de la présentation.

Nom :

Prénom :

Signature :

Sujet : Faut-il accroître la dette publique ?

Document 1 : « Comment mesure-t-on la dette publique ? » Julien Bouvet – Regards croisés sur l'économie n° 17, p. 21-25 – 2015 – Extraits

Document 2 : « Prêts étudiants : un boulet de 1.500 milliards de dollars aux Etats-Unis » Etienne Goetz – LesEchos.fr – 28 août 2018 – Extrait

Document 3 : Dettes publique et privées (en % du PIB) pour un ensemble de pays européens en 2017 – Sources : Insee et Eurostat

Document 1

Comment mesure-t-on la dette publique ?

Julien Bouvet – Regards croisés sur l'économie n° 17, p. 21-25 – 2015 – Extraits

Selon la définition choisie pour distinguer la dette publique de ce qui n'en est pas, on obtient des différences significatives qui interrogent sur la pertinence des mesures de la dette. En effet, les États n'emploient pas tous les mêmes méthodes pour calculer la dette souveraine.

La dette au sens de Maastricht

En zone euro, le traité de Maastricht a défini précisément le mode de calcul. La dette publique notifiée couvre l'ensemble des administrations publiques. Elle ne comprend pas l'ensemble des passifs mais uniquement les numéraires et dépôts, et les titres autres qu'actions (les bons du Trésor, les obligations assimilables au trésor). Cette définition exclut les produits dérivés et les autres comptes à payer. C'est une dette brute, on ne soustrait pas aux éléments du passif les actifs financiers des administrations publiques. Elle est consolidée : sont donc exclus du calcul les éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration. Enfin elle est évaluée en valeur nominale, c'est-à-dire la valeur de remboursement du principal. Ainsi, les intérêts courus non échus ou les fluctuations des cours des titres ne sont pas compris dans l'évaluation des instruments alors que la réévaluation de la valeur de remboursement des titres indexés sur l'inflation est prise en compte. Selon cette définition, la dette publique française s'élevait au 31 juillet 2015 à mille cinq cent soixante-dix milliards d'euros.

La dette aux États-Unis

Le Bureau de l'administration fiscale américain (Bureau of fiscal service), toutefois, tient compte des intérêts payables de la dette. Ainsi, si on calcule la dette américaine selon la méthode du traité de Maastricht on obtient une somme un peu inférieure aux dix-neuf mille six cent trente milliards de dollars reconnus par l'administration fédérale. [...] Lors de comparaisons internationales, il faut être conscient de ces différences pour tirer des conclusions.

[...]

La dette implicite

La mesure de Maastricht ne tient pas compte, enfin, de la dette implicite que représentent les engagements futurs de l'État providence. Les retraites des fonctionnaires représentent plusieurs centaines de milliards d'euros que l'État devra verser mais dont on ne tient pas compte dans le calcul de la dette. Cette exclusion n'est pas une évidence, en effet depuis la réforme de la comptabilité gouvernementale de 1998 le gouvernement du Québec comptabilise intégralement le montant dû aux régimes de retraite de la fonction publique au sein de sa dette publique. Mais là encore, il est difficile de mesurer avec précision les retraites qui seront versées d'ici dix ans.

Même au sein des pays du traité de Maastricht, il n'est pas toujours pertinent de comparer deux rapports dette/PIB car il ne s'agit pas d'une comparaison ceteris paribus toutes choses égales par ailleurs. Le taux d'épargne français n'est pas le taux d'épargne italien, la dette ne se trouve pas entre les mêmes mains.

[...]

Document 2

Prêts étudiants : un boulet de 1.500 milliards de dollars aux Etats-Unis

Etienne Goetz – LesEchos.fr – 28 août 2018 – Extrait

Trimestre après trimestre, le montant total de la dette étudiante aux Etats-Unis ne cesse de progresser. En six ans, il s'est alourdi de 500 milliards de dollars dépassant ainsi au deuxième trimestre 2018 la barre symbolique des 1.500 milliards de dollars, selon S&P Global Ratings.

Les prêts étudiants représentent désormais 11 % du total de l'endettement des ménages selon les données de la Réserve fédérale de New York, contre 3 % seulement début 2003. Il s'agit de leur deuxième source d'endettement loin derrière le crédit immobilier (68 %) mais devant l'automobile (9 %).

[...]

Document 3

Dettes publique et privées (en % du PIB) pour un ensemble de pays européens en 2017

Sources : Insee et Eurostat

